



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Deuxième session ordinaire  
Rome, 17-21 novembre 2025

Distribution: générale

Point 7 de l'ordre du jour

Date: 30 octobre 2025

WFP/EB.2/2025/7-A/6

Original: anglais

Questions opérationnelles - plans stratégiques de pays  
Pour décision

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

## Plan stratégique de pays – Sierra Leone (2026-2030)

Durée	1 <sup>er</sup> janvier 2026-31 décembre 2030
Coût total pour le PAM	148 730 683 dollars É.-U.
Score au titre du cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats*	3,0

\* Le cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats est un système de mesure des résultats qui comprend un suivi des programmes ainsi qu'un suivi financier et offre une méthode fondée sur les résultats pour l'élaboration de programmes axés sur l'être humain.

### Résumé

En Sierra Leone, l'insécurité alimentaire demeure un problème chronique et structurel qui touche la majeure partie de la population. Malgré le potentiel agricole du pays et les richesses naturelles dont celui-ci dispose, l'instabilité économique, la dégradation des terres, les phénomènes météorologiques extrêmes et des obstacles systémiques continuent d'entraver l'accès à une alimentation saine et nutritive. Remédier à ces difficultés exige des solutions intégrées et porteuses de transformation, à même de renforcer les systèmes alimentaires, d'améliorer la résilience des communautés vulnérables et de garantir que les enfants bénéficient d'une nutrition propice à leur développement sain.

Tirant parti des réalisations du plan stratégique de pays pour 2020-2025 et conformément à l'engagement du Gouvernement sierra-léonais de s'attaquer aux facteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire à la faveur de la stratégie "Feed Salone", le PAM continuera de donner la priorité aux besoins en matière de sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Le plan stratégique de pays établi pour la Sierra Leone pour 2026-2030 sera axé sur le renforcement du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale, l'appui aux petits exploitants agricoles et l'intensification des initiatives visant à accroître l'accès à une alimentation diversifiée et nutritive, en particulier pour les enfants et les communautés vulnérables.

#### Coordonnateurs responsables:

Mme V. Guarnieri  
Sous-Directrice exécutive  
Département des opérations liées aux programmes  
courriel: [valerie.guarnieri@wfp.org](mailto:valerie.guarnieri@wfp.org)

M. A. Odera  
Directeur de pays  
courriel: [andrew.oderowfp.org](mailto:andrew.oderowfp.org)

Soucieux d'obtenir des résultats concrets à grande échelle, le PAM adoptera une approche fondée sur les systèmes alimentaires et renforcera l'ensemble de la chaîne de valeur, en veillant à ce que les communautés vulnérables bénéficient d'un meilleur accès à des aliments nutritifs et aux services essentiels. La promotion de l'émancipation économique des femmes rurales et l'ouverture de perspectives d'emploi pour les jeunes ruraux dans les filières alimentaires prioritaires feront l'objet d'une attention particulière.

Le plan stratégique de pays pour 2026-2030, qui est harmonisé avec les cadres nationaux et avec les priorités énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour la Sierra Leone (2025-2030), se concentrera sur la recherche de solutions durables et adaptées au contexte en visant l'obtention des trois effets directs intégrés suivants:

- *Effet direct 1:* Les populations touchées par une crise sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels avant, pendant et après les chocs.
- *Effet direct 2:* Les élèves des écoles maternelles et primaires et les groupes vulnérables exposés au risque de malnutrition dans les districts ciblés ont un meilleur accès tout au long de l'année à des aliments produits localement, ne présentant pas de danger pour la santé, diversifiés et riches en nutriments, ce qui favorise l'apport d'une alimentation saine et le renforcement du capital humain d'ici à 2030.
- *Effet direct 3:* Les populations des zones ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, bénéficient de moyens d'existence plus résilients et améliorés grâce à une gestion plus efficace des ressources naturelles, à un perfectionnement des compétences et à un meilleur accès au financement et aux marchés, ce qui contribue au développement des filières locales d'ici à 2030.

Le plan stratégique de pays traite des questions transversales essentielles, notamment la nutrition, la protection, l'obligation de rendre compte et la durabilité environnementale, et vise à réduire les disparités et à renforcer la capacité de chacun à satisfaire ses propres besoins et à atteindre ses objectifs prioritaires. Ancré dans les principes humanitaires et les droits humains, il met l'accent sur l'approche consistant à "ne pas nuire" et cible les populations marginalisées et vulnérables.

## Projet de décision\*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la Sierra Leone (2026-2030) (WFP/EB.2/2025/7-A/6), pour un coût total pour le PAM de 148 730 683 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation et évaluation des besoins du pays

1. La Sierra Leone est en proie à des problèmes persistants et de plus en plus graves sur le plan de la sécurité alimentaire, imputables à une combinaison de facteurs structurels et contextuels. La proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire est passée de 45 pour cent en 2010 à 57,3 pour cent en 2020<sup>1</sup>. Cette tendance s'est confirmée et, en 2025, la situation s'était encore détériorée: plus de 1,2 million de personnes étaient gravement touchées par l'insécurité alimentaire et avaient besoin d'une aide ciblée<sup>2</sup>. L'insécurité alimentaire est extrême dans les zones rurales, où la dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance, l'accès limité aux marchés et le manque d'infrastructures exacerbent les vulnérabilités<sup>3</sup>.
2. Les chocs extérieurs successifs et la dépréciation de la monnaie ont entraîné une flambée de l'inflation, qui est passée de 18 pour cent en 2021 à 37 pour cent en 2022, avant d'atteindre 56 pour cent en octobre 2023, son niveau le plus élevé depuis 25 ans<sup>4</sup>. L'instabilité macroéconomique qui en résulte a aggravé l'insécurité alimentaire, car l'escalade des prix et la baisse du pouvoir d'achat des ménages obligent de nombreuses familles à choisir entre se procurer de la nourriture et acheter d'autres produits de première nécessité, ce qui nuit à la diversité du régime alimentaire et à l'apport alimentaire global<sup>5</sup>. En outre, l'inflation et la forte dépendance à l'égard des importations ont mis à rude épreuve la capacité budgétaire du Gouvernement, limitant la capacité de ce dernier à fournir des services de base.
3. Marginalisation économique, faible gouvernance, accès limité à une éducation et à des soins de santé de qualité, taux de chômage élevé chez les jeunes et inégalité du développement d'une région à l'autre, telles sont les répercussions durables de la guerre civile qui s'est achevée en 2002. En Sierra Leone, le taux de croissance démographique annuel est de 2,2 pour cent et l'âge médian de la population de 19 ans, ce qui en fait l'un des pays où la population est la plus jeune et croît le plus rapidement au monde. Malgré ce potentiel démographique, le pays est classé 184<sup>e</sup> sur 193 selon l'indice de développement humain de 2022 et se heurte à des difficultés majeures s'agissant d'éliminer la faim.
4. L'agriculture, secteur dans lequel travaillent 55 pour cent de la population et qui représente environ 58 pour cent du produit intérieur brut, est l'épine dorsale de l'économie et la principale source de moyens d'existence<sup>6</sup>. Le secteur est dominé par les petits exploitants, dont 75 pour cent cultivent moins de 2 hectares et dépendent de l'agriculture pluviale. L'accès limité au financement, à la mécanisation, aux services de vulgarisation et aux technologies d'adaptation qui leur permettraient de disposer de moyens d'existence durables empêche les agriculteurs d'améliorer les pratiques qui sont les leurs et les rend très vulnérables face aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux facteurs de perturbation économiques<sup>7</sup>. La dégradation des terres, qui réduit la fertilité des sols, accentue l'érosion et fait reculer la superficie des terres arables, aggrave encore ces difficultés et finit par menacer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence<sup>8</sup>.

---

<sup>1</sup> PAM. 2021. *State of Food Security in Sierra Leone 2020: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*.

<sup>2</sup> PAM. 2025. Page Web présentant les [tendances en matière d'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest pour différents pays](#) (sur la base des projections du Cadre harmonisé/Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) (en anglais uniquement).

<sup>3</sup> PAM. 2021. *State of Food Security in Sierra Leone 2020: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*.

<sup>4</sup> Fonds monétaire international (FMI). 2024. *IMF Country Report No. 24/321: Sierra Leone*.

<sup>5</sup> PAM. 2024. *Food Security Monitoring System Report, February 2024*.

<sup>6</sup> Gouvernement sierra-léonais. 2024. *Sierra Leone's Medium-Term National Development Plan (2024–2030): A Transformative Acceleration Agenda for Food Security, Human Capital Development and Job Creation*.

<sup>7</sup> FMI. 2024. *IMF Country Report No. 24/321: Sierra Leone*.

<sup>12</sup> Bureau des Nations Unies en Sierra Leone. 2024. *Common Country Analysis Sierra Leone 2023*.

5. Les obstacles structurels constituent un frein supplémentaire pour le secteur agricole. Le manque d'infrastructures, la fragmentation des marchés et la faiblesse des investissements du secteur privé rendent l'accès aux marchés difficile pour les agriculteurs, qui doivent parcourir 15 kilomètres en moyenne pour se rendre au marché opérationnel le plus proche. Le piètre état des réseaux routiers fait grimper les coûts et les délais de transport, ce qui accentue les pertes après récolte, estimées à 30 pour cent<sup>9</sup>. Parallèlement, le peu d'investissements consacrés à la transformation des produits agricoles fait que la plupart des produits restent bruts, ce qui limite les possibilités de diversification des revenus pour les petits exploitants<sup>10</sup>. Les femmes, en particulier, font face à des contraintes supplémentaires, notamment une restriction de l'accès aux terres, aux services financiers et aux intrants essentiels, et cultivent souvent des parcelles moins fertiles et moins résistantes, au détriment de leur productivité.
6. La Sierra Leone fait partie des pays les plus vulnérables au monde face aux risques liés à l'environnement, les taux de pauvreté élevés, l'insécurité alimentaire et la dépendance du pays à l'égard de l'agriculture pluviale limitant la capacité d'adaptation des ménages<sup>11</sup>. La dégradation rapide des terres, conséquence de la déforestation et du recours à des techniques agricoles non durables, telles que l'agriculture itinérante et la culture sur brûlis, appauvrit encore les écosystèmes et accentue les risques liés aux conditions météorologiques. Ces problèmes soulignent à quel point il est nécessaire et urgent d'adopter des stratégies ciblées et fondées sur des données pour renforcer la résilience et limiter la vulnérabilité<sup>12</sup>.
7. Les résultats dans le domaine de l'éducation demeurent médiocres: 64 pour cent des élèves seulement achèvent leurs études primaires<sup>13</sup>. Le taux de poursuite des études est tiré vers le bas par la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le mauvais état des infrastructures scolaires, en particulier dans les zones rurales. Ces mêmes facteurs exacerbent aussi la malnutrition de l'enfant. Quelque 26 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance, 11 pour cent d'insuffisance pondérale et 5 pour cent d'émaciation<sup>14</sup>. En 2021, 8,5 pour cent des adolescentes et 10,7 pour cent des adolescents pâtaient de malnutrition aiguë. Malgré les efforts déployés pour améliorer l'accès à la santé et à l'éducation, d'importantes disparités subsistent entre les zones rurales et urbaines, les populations rurales étant en proie à des difficultés disproportionnées en matière d'accès aux services essentiels.
8. La diversité des apports alimentaires, en particulier chez les jeunes enfants, demeure une préoccupation majeure. Si le lait maternel est un élément essentiel de l'alimentation des nourrissons, la nutrition en général repose fortement sur les céréales, et la consommation d'aliments riches en micronutriments, de protéines d'origine animale, de fruits, de légumineuses et de légumes est insuffisante. Seuls 23 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois atteignent le seuil minimal de diversité du régime alimentaire nécessaire pour leur assurer une croissance saine<sup>15</sup>, et les taux d'anémie sont élevés chez les enfants de moins de 5 ans. La disponibilité et l'accessibilité économique d'aliments nutritifs spécialisés restent

---

<sup>9</sup> PAM. 2021. *State of Food Security in Sierra Leone 2020: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*.

<sup>10</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et Union européenne. 2022. *Food Systems Profile – Sierra Leone: Catalysing the sustainable and inclusive transformation of food systems*.

<sup>11</sup> FMI. 2024. *IMF Country Report No. 24/321: Sierra Leone*.

<sup>12</sup> Banque mondiale. 2022. *West Africa Food System Resilience Program (FSRP) Phase 2 (P178132) – Project Appraisal Document, Report No. PAD4940*.

<sup>13</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Page Web relative aux [difficultés que rencontrent les enfants en Sierra Leone pour accéder à l'éducation et à des compétences utiles sur le marché du travail](#) (en anglais uniquement).

<sup>14</sup> Ministère sierra-léonais de la santé et de l'assainissement et UNICEF. 2021. *Sierra Leone National Nutrition Survey 2021*.

<sup>15</sup> Bureau des Nations Unies en Sierra Leone. 2024. *Common Country Analysis Sierra Leone 2023*.

limitées, en particulier dans les régions rurales qui sont touchées par l'insécurité alimentaire. Les politiques relatives à l'alimentation ont toujours favorisé les cultures de base, telles que le riz, au détriment des aliments riches en micronutriments<sup>16</sup>. La réglementation aborde la question des carences en micronutriments, mais les infrastructures sont défectueuses, le contrôle de la qualité est inadéquat et l'application des normes relatives à l'enrichissement est limitée, ce qui continue d'entraver l'accès à des aliments enrichis, en particulier pour les populations vulnérables.

## 2. Priorités nationales et assistance collective

9. L'élaboration du plan stratégique de pays (PSP) du PAM pour la Sierra Leone (2026-2030) est le fruit d'un vaste processus consultatif visant à garantir l'harmonisation, la synergie et l'adhésion d'un grand nombre de parties prenantes dans le cadre des grandes priorités nationales. L'approche du PAM en matière de mobilisation a consisté à organiser des réunions bilatérales de haut niveau, avec des fonctionnaires gouvernementaux, des donateurs, des partenaires de développement, des organisations de la société civile et des organisations de femmes, ayant pris la forme d'ateliers et de consultations multipartites tenus au niveau national.
10. Le plan national de développement à moyen terme de la Sierra Leone, qui couvre la période 2024-2030<sup>17</sup>, présente la vision d'avenir du pays: celle d'un pays à revenu intermédiaire vert et inclusif d'ici à 2039. Dans le cadre de ce grand programme d'action, la stratégie Feed Salone qui couvre la période 2023-2028,<sup>18</sup> est l'initiative phare, chiffrée à 1,6 milliard de dollars É.-U., lancée par le Gouvernement pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale en investissant dans la mécanisation, les coopératives de production, le financement rural, les liens avec les marchés, l'agriculture durable et l'emploi pour les femmes et les jeunes. Cette stratégie est assortie de réformes économiques et de réformes de gouvernance aux contours plus larges, les "Big Five Game Changers" (Les cinq réformes qui changent la donne), qui sont axées sur le renforcement du capital humain, la diversification économique et la création d'infrastructures<sup>19</sup>. Soucieux de traduire ses engagements en actes, le Gouvernement avait fait passer à 7 pour cent en 2024 son allocation budgétaire au secteur agricole, contre 2 pour cent précédemment, tout en prévoyant de porter cette part à 10 pour cent en 2025<sup>20</sup>, conformément à la Déclaration de Malabo<sup>21</sup>. Ensemble, ces initiatives constituent l'effort public le plus complet en matière de lutte contre les causes profondes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et en matière d'accélération de l'élimination de la faim depuis la fin de la guerre civile en Sierra Leone.
11. Les partenaires de développement jouent un rôle décisif dans la mise en œuvre de la stratégie Feed Salone, qui consiste à mettre l'accent sur la résilience du système alimentaire, l'agriculture à dimension nutritionnelle et les moyens d'existence en milieu rural. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) mobilise des compétences techniques et des investissements en faveur de l'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire, tandis qu'un projet de développement de

---

<sup>16</sup> FAO, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et Union européenne. 2022. *Food Systems Profile – Sierra Leone: Catalysing the sustainable and inclusive transformation of food systems*.

<sup>17</sup> Gouvernement sierra-léonais. 2024. *Sierra Leone's Medium-Term National Development Plan (2024–2030): A Transformative Acceleration Agenda for Food Security, Human Capital Development and Job Creation*.

<sup>18</sup> Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. 2023. *Feed Salone Strategy: A Blueprint for Agricultural Transformation in Sierra Leone: 2023–2028*.

<sup>19</sup> Gouvernement sierra-léonais. 2024. *Sierra Leone's Medium-Term National Development Plan (2024–2030): A Transformative Acceleration Agenda for Food Security, Human Capital Development and Job Creation*.

<sup>20</sup> Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. 2024. *Feed Salone One Year Report: 2023–2024*.

<sup>21</sup> Union africaine. 2016. *Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie*.

l'élevage et des moyens d'existence mené par le Fonds international de développement agricole (FIDA)<sup>22</sup> vise à accroître les revenus ruraux, en particulier pour les femmes et les jeunes. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) encourage la pérennisation des systèmes alimentaires grâce à une agriculture durable, à une agriculture ayant des effets positifs sur les forêts et à des initiatives axées sur la résilience<sup>23</sup>. Le PAM complète ces initiatives en investissant dans les petites exploitations agricoles, en développant les achats locaux pour renforcer les liens avec les marchés et en améliorant l'offre d'aliments au niveau des communautés. En outre, les banques de développement, notamment la Banque mondiale<sup>24</sup>, la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement, financent des investissements à grande échelle consacrés au développement des filières, à l'adaptation à l'environnement et à la transformation des systèmes alimentaires.

12. Le programme national de repas scolaires est le programme public le plus important géré par le pays. Lancé en 2018 pour améliorer les résultats scolaires, la sécurité alimentaire et la nutrition, il est considéré comme un élément essentiel du programme de développement du capital humain du Gouvernement<sup>25</sup>. Coordiné par un secrétariat chargé de l'alimentation scolaire et financé par le Gouvernement et les donateurs, le programme s'est considérablement développé, grâce aux contributions du PAM, de Catholic Relief Services et de Plan International, passant de 50 000 élèves bénéficiaires à ses débuts à quelque 800 000 élèves pour l'année scolaire 2024/25<sup>26</sup>, autrement dit 36 pour cent de l'ensemble des enfants en âge d'aller à l'école dans le pays. Visant une couverture universelle d'ici à 2030<sup>27</sup>, le Gouvernement, qui est membre de la Coalition pour l'alimentation scolaire créée lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, a fait du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale une priorité en matière de politique publique et d'investissement; ce programme est mis en œuvre sous la direction du Ministère de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire supérieur avec l'appui du Ministère de la planification et du développement économique. La marge de manœuvre budgétaire restreinte continue d'entraver la capacité de financement nationale<sup>28</sup>, or, et malgré le grand intérêt et le soutien non négligeable des donateurs, la mise en œuvre est actuellement limitée à certains districts, ce qui fait que seul un investissement durable permettra d'accélérer les progrès.
13. La mise en œuvre du cadre national de protection sociale qui a été mis en place<sup>29</sup> est fragmentée et pâtit d'un manque de coordination entre les institutions nationales<sup>30</sup>. Le système dépend du financement fourni par des donateurs externes, qui a permis d'étendre temporairement la couverture du filet de protection sociale de 35 500 à 100 000 ménages pendant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19),

---

<sup>22</sup> Fonds international de développement agricole. 2024. [IFAD and Sierra Leone partner to boost farm productivity with Livestock and Livelihoods Development Project](#).

<sup>23</sup> PNUD. 2025. [Country programme document for Sierra Leone \(2025-2030\)](#).

<sup>24</sup> Banque mondiale. 2022. [West Africa Food System Resilience Program \(FSRP\) Phase 2 \(P178132\) – Project Appraisal Document; Report No. PAD4940](#).

<sup>25</sup> Gouvernement sierra-léonais. 2024. [Sierra Leone's Medium-Term National Development Plan \(2024–2030\): A Transformative Acceleration Agenda for Food Security, Human Capital Development and Job Creation](#).

<sup>26</sup> FMI. 2024. [IMF Country Report No. 2024/322: Sierra Leone: Selected issues](#).

<sup>27</sup> Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. 2024. [Governments and partners commit to doubling school meals for children in the most affected countries by 2030](#).

<sup>28</sup> FMI. 2024. [IMF Country Report No. 2024/322: Sierra Leone: Selected issues](#).

<sup>29</sup> Ministère sierra-léonais du travail et de la sécurité sociale. 2021. [National Social Protection Strategy for Sierra Leone: 2022-2026](#).

<sup>30</sup> Bureau des Nations Unies en Sierra Leone. 2024. [Common Country Analysis Sierra Leone 2023](#).

notamment grâce à l'aide du PAM<sup>31</sup>. Compte tenu du niveau élevé de pauvreté, il est primordial d'étendre et de renforcer les programmes et systèmes nationaux, notamment leur capacité à intervenir en cas de chocs et à soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition, l'objectif étant de fournir aux ménages vulnérables un soutien stable, d'atténuer les difficultés économiques et de renforcer la résilience face aux crises futures<sup>32</sup>.

14. La mise en œuvre des plans nationaux de développement étant entravée par une marge de manœuvre budgétaire qui se rétrécit et une dette publique qui augmente, la capacité du Gouvernement à investir dans les secteurs sociaux et à soutenir des initiatives de développement à grande échelle s'en trouve limitée<sup>33</sup>. De plus, la faiblesse des mécanismes de coordination et les lacunes des systèmes de données empêchent les ministères sectoriels et les collectivités locales de suivre les progrès accomplis et de mettre en œuvre les réformes qui s'imposent. Comme le financement alloué par les donateurs habituels est incertain du fait de l'évolution de l'économie mondiale, l'élargissement des sources de financement, en particulier grâce à une plus grande mobilisation du secteur privé, sera déterminant pour appuyer des initiatives de développement inscrites dans la durée.
15. En ce qui concerne la gestion des risques de catastrophe, le manque de capacité de prévision demeure critique et ne permet pas au Gouvernement de bien anticiper les phénomènes météorologiques extrêmes, dont la fréquence et l'intensité augmentent, et d'y réagir comme il se doit. Un diagnostic des services hydrométéorologiques nationaux réalisé en 2021 a permis de recenser plusieurs points faibles au sein de l'agence météorologique de la Sierra Leone, notamment le manque de stations d'observation météorologique et l'insuffisance des capacités de prévision et des mécanismes de coordination s'agissant de situations d'urgence telles que les sécheresses, les inondations, les glissements de terrain et les tempêtes<sup>34</sup>. Ces lacunes ralentissent les systèmes d'alerte rapide et entravent la diffusion d'informations météorologiques de première importance, ce qui pose des problèmes pour la protection des populations vulnérables et des systèmes alimentaires contre les chocs climatiques.
16. L'Agence nationale de gestion des catastrophes de la Sierra Leone, qui est l'organe central de coordination des interventions en cas de catastrophe, est soutenue par un cadre institutionnel qui s'étend du niveau des chefferies au niveau national. Les investissements réalisés par le PAM, par d'autres partenaires des Nations Unies et par la Banque mondiale ont permis de renforcer les moyens essentiels de l'Agence, mais la Sierra Leone demeure particulièrement vulnérable et se classe au 179<sup>e</sup> rang sur 187 pays selon l'indice ND-GAIN (Notre Dame Global Adaptation Index)<sup>35</sup>. Il est primordial d'investir davantage dans la résilience et les systèmes d'alerte rapide si l'on veut réduire la vulnérabilité et atténuer les effets à long terme des phénomènes météorologiques.
17. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour la Sierra Leone pour 2025-2030 (ci-après "le Plan-cadre de coopération") prévoit une structure coordonnée qui vise à faire progresser le programme de développement du pays en mettant fortement l'accent sur l'équité, les droits humains et la lutte contre les obstacles

---

<sup>31</sup> Gouvernement sierra-léonais. 2024. *Sierra Leone's Medium-Term National Development Plan (2024-2030): A Transformative Acceleration Agenda for Food Security, Human Capital Development and Job Creation*.

<sup>32</sup> FMI. 2024. *IMF Country Report No. 2024/322: Sierra Leone: Selected issues*.

<sup>33</sup> Ibid.

<sup>34</sup> Agence météorologique nigériane. 2021. *Country hydromet diagnostic, Sierra Leone 2021 Peer Review* (non disponible en ligne).

<sup>35</sup> Université de Notre Dame. 2024. Page Web sur [l'indice par pays établi dans le cadre de la "Notre Dame Global Adaptation Initiative"](#) (en anglais uniquement).

structurels qui compromettent l'égalité des chances, notamment pour les femmes<sup>36</sup>. Trois domaines prioritaires dans lesquels le savoir-faire du PAM sera mis à profit ont été recensés dans le Plan-cadre de coopération, qui concorde étroitement avec le plan national de développement à moyen terme: la résilience des systèmes alimentaires face aux chocs et aux facteurs de perturbation, l'action climatique et la gestion durable des ressources; l'investissement dans le capital humain, les services essentiels et l'emploi; les réformes de la gouvernance et la diversification économique.

### 3. Atouts particuliers, capacités et moyens du PAM en Sierra Leone

18. Le PAM a confirmé son rôle de chef de file en matière de sécurité alimentaire en Sierra Leone, grâce au PSP pour 2020-2025, en aidant plus de 315 000 personnes touchées par des chocs et par la pandémie de COVID-19. Sur la période de mise en œuvre du PSP, plus de 270 000 élèves d'écoles maternelles et primaires ont reçu des repas nutritifs chaque année, ce qui a permis de faire monter la fréquentation scolaire et de faire progresser l'assiduité tout en créant des liens avec les marchés et en ouvrant des perspectives de subsistance pour les petits exploitants agricoles locaux. En outre, quelque 60 000 membres des communautés vivant dans les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire ont bénéficié de la création d'actifs visant à améliorer la conservation de l'eau, l'irrigation et l'exploitation des terres agricoles ainsi que d'une formation à l'agriculture durable, à la gestion après récolte, au stockage et à l'acquisition de notions financières. Le PAM s'est également procuré du riz et des légumineuses localement auprès de plus de 12 000 petits exploitants en s'associant à des négociants ruraux, ce qui lui a permis de renforcer les systèmes alimentaires tout en élargissant les partenariats nationaux, y compris avec le secteur privé.
19. La capacité du PAM à fournir des services à grande échelle tout en tirant parti des partenaires, des fournisseurs et des acteurs du marché présents sur le terrain est essentielle en Sierra Leone, où les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire sont reculées, où les infrastructures sont défectueuses et où les partenaires locaux n'ont souvent pas les moyens d'assurer une mise en œuvre à grande échelle. Les ressources et les capacités institutionnelles au niveau des districts demeurent limitées, ce qui fait de la présence du PAM sur le terrain un atout décisif qu'il est le seul à avoir parmi les partenaires des Nations Unies. Ses sept sites extérieurs permettent au PAM d'assurer un contrôle de la qualité, une coordination avec les partenaires et les autorités locales, une bonne mobilisation des communautés et un suivi en temps réel.
20. Il est souligné, dans une évaluation du PSP pour 2020-2025<sup>37</sup>, que l'avantage relatif du PAM en Sierra Leone est indéniable, notamment en ce qui concerne l'intégration de la sécurité alimentaire, de la nutrition, des repas scolaires et de la résilience dans un cadre programmatique cohérent. En combinant la mise en œuvre directe et les mesures de renforcement des systèmes, le PAM s'emploie efficacement à répondre aux besoins immédiats des communautés les plus touchées par l'insécurité alimentaire tout en œuvrant avec elles au renforcement de leur résilience à long terme grâce à des approches à dimension humaine qui tiennent compte de la question de la protection. La présence du PAM au niveau des districts et des communautés lui permet d'intervenir en s'adaptant au contexte et aux initiatives menées par le Gouvernement dans le cadre de la stratégie Feed Salone.

---

<sup>36</sup> Organismes des Nations Unies en Sierra Leone. 2024. *United Nations Sustainable Development Cooperation Framework UNSDCF 2025-2030: Supporting the 2030 Agenda for Sustainable Development and National Development Priorities*.

<sup>37</sup> PAM. 2025. *Evaluation of Sierra Leone WFP Country Strategy Plan 2020–2025 (Summary Terms of Reference)*.



21. Le rôle du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale dans le renforcement des systèmes alimentaires locaux grâce aux liens établis entre les repas scolaires et les marchés locaux qu'a rendus possibles le savoir-faire du PAM en matière d'achats, de soutien aux petits exploitants agricoles et d'élaboration de programmes à dimension nutritionnelle est également salué dans l'évaluation. Dans le cadre de la transition du programme vers l'appropriation nationale, le PAM s'attachera à travailler avec ses homologues gouvernementaux pour renforcer les politiques, améliorer les chaînes d'approvisionnement, développer les achats locaux et consolider les capacités institutionnelles et opérationnelles.
22. Les constatations issues d'une évaluation décentralisée des activités relatives à la création d'actifs et aux moyens d'existence en Sierra Leone<sup>38</sup> donnent à penser que le renforcement de la résilience est la stratégie la mieux adaptée au contexte dans la lutte contre l'insécurité alimentaire chronique. Les investissements consacrés aux filières alimentaires locales, à l'alimentation scolaire utilisant la production locale et au renforcement de la résilience ont permis d'améliorer la sécurité alimentaire à long terme en s'attaquant aux problèmes structurels qui entravent l'accès à la nourriture et nuisent aux disponibilités alimentaires. Le programme, sous sa nouvelle forme, tire parti de la principale réalisation du projet, à savoir la création d'un modèle de zone marécageuse intérieure qui met l'accent sur la prise en main par les communautés, qui encourage la gestion durable des sols et de l'eau et qui rend possible la production agricole tout au long de l'année de cultures résilientes et adaptées aux conditions locales. À l'avenir, le PAM affinera l'alignement sur la stratégie Feed Salone en soutenant les petits exploitants et les coopératives de production et en tirant parti des investissements dans les centres d'activités agro-industrielles afin de renforcer l'intégration des marchés et d'améliorer l'efficacité des filières.
23. Les difficultés institutionnelles rencontrées au niveau des districts, notamment le manque de personnel, les insuffisances sur le plan logistique et les limites des systèmes de données, entravent la coordination et le contrôle. Pour combler ces lacunes, le PAM investira dans la formation des acteurs locaux, renforcera la participation des organisations non gouvernementales (ONG) aux activités de suivi et de mobilisation des communautés et soutiendra la coordination infranationale afin de renforcer l'exécution des programmes locaux. En renforçant les systèmes de données et les mécanismes de communication de l'information, le PAM, aux côtés de la FAO et du FIDA, veillera à ce que les interventions menées dans le cadre de la stratégie Feed Salone soient efficacement mises en œuvre et transposées à plus grande échelle.
24. Le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale a stabilisé le marché pour les petits exploitants agricoles, mais le manque d'efficacité des processus d'achat et les retards de paiement ont entraîné des problèmes de trésorerie, pour les agriculteurs participants, qui ont été exacerbés par les fluctuations de prix dues à l'inflation. En réponse, le PAM optimisera les processus d'achat afin d'accélérer les paiements, renforcera la collaboration avec les négociants et les coopératives de production et améliorera l'acquisition de notions financières et l'accès au crédit pour les petits exploitants, l'objectif étant de créer une chaîne de valeur plus prévisible et plus durable et de limiter leur exposition au risque financier.

---

<sup>38</sup> PAM. 2023. *Evaluation of Asset Creation and Livelihood Activities in Sierra Leone from January 2020 to December 2023*.

25. Tenant compte du fait que les écoles peuvent servir de plateforme aux interventions intégrées visant à améliorer la nutrition et la santé des enfants, l'évaluation du PSP pour 2020-2025 souligne qu'il importe de redoubler d'efforts en matière de collaboration intersectorielle, en particulier avec les partenaires des secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ainsi que de la santé. À mesure que le PAM intensifie le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale, les systèmes opérationnels et les systèmes d'approvisionnement alimentaire sont de plus en plus sollicités, ce qui met en lumière la nécessité d'élargir la base de partenariat aux fins de la mise en œuvre. En travaillant en étroite collaboration avec les partenaires du Plan-cadre de coopération et d'autres acteurs, le PAM facilitera la prise en compte de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de l'éducation nutritionnelle et des services de santé dans les programmes en milieu scolaire. Au-delà des repas scolaires, les partenariats avec le Gouvernement, les banques de développement, les acteurs du secteur privé et les établissements de recherche seront essentiels pour développer les filières, renforcer la résilience et trouver des solutions de financement innovantes. Le financement par les donateurs habituels étant incertain, la pérennisation et les effets à long terme passent nécessairement par la préservation de sources de financement diversifiées et d'investissements du secteur privé.

#### **4. Positionnement stratégique, priorités des programmes et partenariats**

##### **Direction et impacts escomptés du plan stratégique de pays**

26. La majorité de sa population étant touchée par l'insécurité alimentaire, la Sierra Leone se heurte à des difficultés structurelles qui nécessitent d'apporter des réponses systémiques et porteuses de transformation, sans quoi le pays ne sera pas en mesure d'assurer aux personnes les plus vulnérables une sécurité alimentaire et nutritionnelle pérenne. L'approche stratégique du PAM qui est décrite dans le PSP pour 2026-2030 donne la priorité au soutien direct aux communautés les plus touchées par l'insécurité alimentaire afin de renforcer leur résilience face aux chocs futurs tout en s'alignant sur les investissements structurés de la stratégie Feed Salone en vue d'améliorer le système alimentaire national. Cette double approche permet de veiller à ce que les interventions du PAM continuent de reposer sur une approche communautaire, axée sur l'obtention de résultats concrets, tout en participant aux mesures prises par le pays pour renforcer les systèmes alimentaires, la nutrition et la résilience.
27. En tant que co-chef de file du pilier 1 du Plan-cadre de coopération, sur les systèmes alimentaires, le PAM contribuera à la gestion durable des ressources naturelles, au renforcement de la résilience et à la réduction des risques de catastrophe. Afin de limiter la dépendance à l'égard de l'assistance alimentaire saisonnière ou de l'assistance alimentaire en cas de crise, c'est une approche des systèmes alimentaires à dimension nutritionnelle qui guidera les efforts visant à développer l'agriculture durable, à renforcer les achats de produits alimentaires locaux et à réduire les pertes de produits alimentaires. Le PAM collaborera étroitement avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies, des ONG, des établissements de recherche et le secteur privé afin de mettre en œuvre ces initiatives.
28. Le PAM continuera de lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition des populations les plus à risque, notamment les enfants d'âge scolaire, les petits exploitants agricoles, les filles et les femmes allaitantes, et les enfants âgés de 6 à 23 mois. En maintenant une forte présence sur le terrain et en travaillant en étroite collaboration avec les acteurs locaux, le Bureau du PAM en Sierra Leone se concentrera sur les districts difficiles à atteindre et mal desservis et s'efforcera d'apporter un soutien ciblé aux communautés les plus touchées par l'insécurité alimentaire.

29. Le PSP réaffirmera l'orientation stratégique vers le renforcement des systèmes et la résilience en trouvant un équilibre entre l'assistance directe et les mesures porteuses grâce à la consolidation des filières alimentaires et à l'amélioration de l'accès aux marchés pour les petits exploitants agricoles, l'objectif étant d'offrir aux populations un meilleur accès à des aliments produits localement, sûrs, abordables et nutritifs. Au fil du temps, le PAM s'orientera de plus en plus vers des approches porteuses, en soutenant la mise en œuvre des politiques au niveau infranational et en améliorant l'accès au marché sur le dernier kilomètre grâce à la mobilisation du secteur privé. Guidé par l'objectif à long terme de prise en main des activités par le pays, le PAM mettra en œuvre un modèle évolutif d'alimentation scolaire utilisant la production locale en collaborant étroitement avec les parties prenantes nationales. Les principaux efforts porteront sur le développement des capacités institutionnelles, le renforcement des chaînes d'approvisionnement et l'intégration de l'alimentation scolaire utilisant la production locale dans les plans et les structures de financement établis par le Gouvernement afin d'ouvrir la voie à un transfert durable des responsabilités.
30. Le bureau de pays renforcera son rôle dans la production d'éléments factuels en investissant dans la collecte, l'analyse et le suivi des données, avec comme finalité d'éclairer les activités de sensibilisation, le ciblage et l'exécution du programme. Une collaboration étroite avec ses partenaires et les systèmes nationaux permettra au PAM de suivre les tendances de la sécurité alimentaire, d'évaluer la vulnérabilité et d'aider le Gouvernement à faire face aux chocs. La prise en compte des données météorologiques et des données d'alerte rapide améliore encore l'évaluation des risques, la préparation aux catastrophes et les mesures de renforcement de la résilience. Les actions de sensibilisation fondées sur des données permettront au PAM de participer aussi à l'élaboration de politiques visant à faire concorder les interventions en faveur de la sécurité alimentaire avec des objectifs plus larges de développement et d'adaptation.
31. La méthode de ciblage du PAM est guidée par des données provenant d'une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, d'enquêtes du système de suivi de la sécurité alimentaire, d'évaluations du Cadre harmonisé et d'autres évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en mettant l'accent sur les zones géographiques où l'insécurité alimentaire et l'exposition aux chocs naturels et économiques sont les plus importantes. Préconisant une méthode de ciblage inclusive et fondée sur la prise en compte de la vulnérabilité, le programme donne la priorité aux ménages dirigés par des femmes ou des jeunes ainsi qu'aux personnes handicapées. La mobilisation de la population et la participation des autorités locales sont essentielles à l'identification, à la validation et à la vérification des ménages ciblés, ce qui permet de garantir la transparence, le respect de l'obligation de rendre compte et l'acceptation par la communauté. Le PAM applique également le principe de prise en compte des conflits et le principe consistant à "ne pas nuire" afin d'encourager la cohésion sociale et de réduire au minimum le risque d'exclusion ou d'erreurs de participation.

### **Intégration des programmes**

32. Le PAM, afin de prévenir la malnutrition, assurera la convergence géographique de ses interventions en donnant la priorité aux districts les plus touchés par l'insécurité alimentaire, en faisant participer les petits exploitants agricoles et les microentreprises au programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale et en concentrant la production et la commercialisation d'aliments complémentaires enrichis dans les zones où les taux de retard de croissance et de malnutrition aiguë modérée sont élevés et où les carences en micronutriments sont importantes. En vue de promouvoir une alimentation saine, le PAM prévoira des interventions visant à faire évoluer la société et les comportements dans le cadre de ses diverses activités, et il continuera de travailler main dans la main avec les acteurs des secteurs de la santé ainsi que de l'eau, de l'assainissement

et de l'hygiène pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents qui contribuent à la malnutrition. La forte présence du PAM sur le terrain soutiendra la gouvernance décentralisée, ce qui améliorera la coordination, l'affectation des ressources et l'efficacité à long terme des programmes relatifs à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à la gestion des risques de catastrophe et aux repas scolaires.

### **Collaboration stratégique avec les partenaires**

33. Faisant fond sur les enseignements à retenir du PSP pour 2020-2025 et sur les recommandations issues de l'évaluation connexe, le PAM renforcera la collaboration intersectorielle afin de maximiser les synergies. Les partenariats avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), World Vision International et d'autres acteurs amélioreront la prise en compte de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ainsi que des services de nutrition dans les programmes de repas scolaires, ce qui aura pour effet de soutenir la réalisation d'objectifs plus ambitieux en matière de santé et d'apprentissage des élèves. La collaboration avec le FIDA, la FAO, le PNUD et les ONG partenaires, les banques multilatérales de développement, notamment la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement et la Banque mondiale, le secteur privé et le monde universitaire permettra également de renforcer les mesures axées sur la résilience et de promouvoir la durabilité environnementale tout en élargissant les perspectives économiques pour les petits exploitants agricoles, les femmes et les jeunes. En particulier, le PAM coordonnera étroitement son action avec celle de la FAO, en tirant parti de l'autorité technique de cette dernière tout en profitant de l'envergure de ses opérations pour garantir un soutien intégré et concret, conforme aux priorités nationales. Les principaux partenaires nationaux sont le Ministère de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire supérieur, le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, le Ministère de la planification et du développement économique et le Ministère de la santé, ainsi que la commission nationale pour l'action sociale, l'Agence nationale de gestion des catastrophes, l'Institut national de recherche agricole et le Bureau de normalisation de la Sierra Leone.
34. Le PAM continuera de soutenir les activités de l'équipe de pays des Nations Unies, les mécanismes de coordination sectorielle et les initiatives thématiques. La collaboration dans ces domaines est renforcée par les plans de travail conjoints et les partenariats opérationnels prévus au titre du Plan-cadre de coopération, notamment un projet du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix<sup>39</sup> mené avec le PNUD et un programme intégré de nutrition lancé en collaboration avec l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour la population et la FAO. Le PSP est également en phase avec les principaux cadres nationaux, notamment la politique nationale d'alimentation scolaire de 2021, la politique nationale de protection sociale de 2020, la politique nationale de gestion des risques de catastrophe de 2024, la politique nationale de nutrition de 2021 et la loi sur l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes de 2022.

---

<sup>39</sup> Organisation des Nations Unies. 2024. Page Web sur la [consolidation de la paix en Sierra Leone](#) (en anglais uniquement).

## Effets directs du plan stratégique du pays et activités

### ***Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les populations touchées par une crise sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels avant, pendant et après les chocs***

35. Dans le cadre de l'effet direct 1 du PSP, le PAM répondra aux besoins humanitaires des populations touchées par les chocs en collaborant avec le Gouvernement afin de renforcer la capacité de celui-ci à gérer les catastrophes, notamment au moyen de systèmes et de programmes nationaux adaptés aux chocs. Parallèlement, des investissements complémentaires réalisés au titre de l'effet direct 3 du PSP permettront de renforcer la résilience des petits exploitants agricoles afin qu'ils soient mieux à même de résister aux chocs futurs et afin de réduire leur dépendance à l'égard de l'assistance d'urgence.
36. Partenaire humanitaire essentiel du Gouvernement, le PAM continuera de soutenir la capacité nationale de gestion des risques de catastrophe en œuvrant avec les instances publiques au renforcement des systèmes, des politiques, des protocoles et des procédures aux niveaux national et infranational. Il s'agira notamment de fournir un soutien technique à l'Agence nationale de gestion des catastrophes pour renforcer les mécanismes de préparation et d'intervention face aux risques prioritaires, notamment les inondations et les glissements de terrain, parallèlement aux mesures visant à créer des synergies et à améliorer la réactivité des filets de sécurité sociale face aux chocs.
37. Fort de son savoir-faire analytique et numérique, en particulier son système de suivi de la sécurité alimentaire, ses rapports complets sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité et son suivi des marchés, le PAM surveillera les tendances de la sécurité alimentaire, les fluctuations des prix et la situation s'agissant des vulnérabilités, ce qui permettra d'apporter rapidement des réponses adaptatives tout en renforçant la capacité du Gouvernement à anticiper et à gérer les chocs. Le PAM participera, notamment grâce à son système de suivi de l'impact des actifs<sup>40</sup>, aux activités de sensibilisation fondées sur des données visant à soutenir les politiques de mise en cohérence des efforts de promotion de la sécurité alimentaire et, pour ce faire, renforcera les activités permettant d'accroître l'adaptabilité, améliorera la coordination entre les secteurs et étoffera les mécanismes de protection de l'environnement.
38. Le PAM œuvrera avec les services météorologiques nationaux au renforcement des systèmes nationaux d'alerte rapide en améliorant la collecte, l'analyse et l'utilisation des données météorologiques. Aux côtés du Mécanisme de financement des observations systématiques des Nations Unies et d'autres partenaires<sup>41</sup>, le PAM prêtera une assistance technique et une assistance aux achats visant à améliorer les systèmes de surveillance météorologique et à garantir ainsi la disponibilité de données précises, en temps voulu, pour les alertes rapides. Ces efforts soutiendront les stratégies d'adaptation saisonnières et les stratégies d'adaptation à long terme en facilitant la prise en compte de données plus précises dans les cadres nationaux de réaction aux catastrophes, notamment le plan national de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise.
39. Au niveau infranational, le PAM appuiera la mise en place de systèmes de gestion des risques de catastrophe au niveau des districts dans les régions exposées aux chocs. Il s'agira de former des comités de gestion des catastrophes au niveau des districts, de renforcer la coordination avec les organisations locales et de mener des exercices de simulation en étroite collaboration avec la Croix-Rouge sierra-léonaise.

---

<sup>40</sup> PAM. 2020. Page Web sur le [système de suivi de l'impact des actifs](#) (en anglais uniquement).

<sup>41</sup> Mécanisme des Nations Unies pour le financement des observations systématiques. 2025. [Page d'accueil](#) (en anglais uniquement).

40. Si on le lui demande, et dans le cas où le besoin d'aide d'urgence dépasserait la capacité d'intervention du pays, le PAM prêtera une assistance ciblée, en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, aux populations touchées par une crise. Dans la mesure du possible, le PAM s'efforcera d'acheminer l'aide par l'intermédiaire des systèmes nationaux réactifs face aux chocs qui sont déjà en place.

#### ***Harmonisation avec les priorités nationales***

41. Les interventions du PAM sont pleinement harmonisées avec les priorités nationales de la Sierra Leone, notamment celles qui sont énoncées dans le plan national de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise de 2021, la politique nationale de gestion des risques de catastrophe de 2024, la politique nationale de protection sociale de 2020 et le Plan-cadre de coopération.

#### ***Effet direct 2 du plan stratégique de pays: Les élèves des écoles maternelles et primaires et les groupes vulnérables exposés au risque de malnutrition dans les districts ciblés ont un meilleur accès tout au long de l'année à des aliments produits localement, ne présentant pas de danger pour la santé, diversifiés et riches en nutriments, ce qui favorise l'apport d'une alimentation saine et le renforcement du capital humain d'ici à 2030***

42. Dans le cadre de l'effet direct 2 du PSP, le PAM collaborera étroitement avec le Gouvernement pour s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition tout en améliorant l'accès à une éducation de qualité et le développement de la petite enfance, qui sont des moteurs essentiels du développement du capital humain.
43. Le PAM étendra le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale dans le cadre de l'activité 2, en se concentrant sur les zones difficiles d'accès et mal desservies, afin de fournir aux enfants des repas sains, nutritifs et diversifiés et de favoriser la fréquentation et l'assiduité scolaires, et s'approvisionnera directement auprès des petits exploitants agricoles. Le PAM aidera aussi à installer des fourneaux à bon rendement énergétique pour réduire la consommation de bois de chauffage et promouvoir des pratiques culinaires durables. Afin de renforcer la sécurité sanitaire des aliments et d'améliorer le stockage, le PAM investira dans la modernisation des cuisines et dans des installations de stockage des aliments adéquates, qui permettront de garantir la qualité des repas et de réduire autant que possible les déchets.
44. Grâce aux investissements réalisés dans le cadre de l'activité 4 et tirant parti des évaluations détaillées des filières, le PAM développera ses achats de céréales de base, notamment de riz, de haricots et de manioc jaune, auprès de petits exploitants agricoles et de coopératives de production, en vue de fournir des repas scolaires. Il utilisera les transferts monétaires pour permettre aux comités de gestion des écoles de s'approvisionner en légumes frais, notamment en patates douces à chair orange, directement auprès des organisations paysannes locales et des petits exploitants, dont la majorité sont des femmes. Cette double démarche a pour vocation de renforcer la valeur nutritionnelle des repas scolaires tout en créant un marché stable et prévisible pour les petits exploitants. Le PAM étendra progressivement la couverture d'une année scolaire à l'autre, l'objectif étant de nourrir 352 000 élèves d'ici à 2030 dans 5 districts prioritaires<sup>42</sup> et d'assurer ainsi l'expansion progressive et durable du programme.

---

<sup>42</sup> Les cinq districts sont Kenema, Bonthe, Kambia, Karene et Pujehun.

45. Le PAM aidera le Gouvernement à intensifier, à suivre et à mettre en œuvre le programme national de repas scolaires et à préciser ses engagements envers la Coalition pour l'alimentation scolaire; à cette fin, il se concentrera sur l'exécution d'une stratégie de financement visant à amplifier les effets positifs du programme sur l'éducation, la nutrition et les systèmes alimentaires locaux. Parallèlement, le PAM soutiendra l'organisation d'un exercice s'inscrivant dans le cadre de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation qui devrait aboutir à l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités appelé à faciliter la mise en œuvre de la politique nationale d'alimentation scolaire. Le PAM collaborera étroitement avec World Vision International, l'UNICEF et l'OMS pour compléter ses interventions en milieu scolaire en améliorant l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux services essentiels de santé et de nutrition tout en promouvant de bonnes pratiques en matière d'hygiène.
46. Dans le cadre de l'activité 3, et parallèlement à l'activité 4, le PAM distribuera des aliments complémentaires enrichis aux enfants à risque de moins de 2 ans afin de prévenir la malnutrition dans les districts où les taux de retard de croissance sont élevés. Un système de distribution, par les pharmacies locales et les négociants ruraux, de bons aux aidants permettra à ces derniers d'obtenir des aliments complémentaires enrichis produits localement (*Nyam Nyam Pap*), et ce dispositif sera complété par des initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements, qui seront mises en œuvre par les dispensaires locaux en vue de promouvoir des pratiques optimales d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Le PAM aidera aussi le Gouvernement à adapter et à intégrer les initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements aux interventions de protection sociale existantes.
47. Soucieux de renforcer encore les pratiques d'alimentation positives, le PAM élargira son appui aux groupes de soutien aux mères en les utilisant comme plateformes communautaires pour faire progresser les connaissances en matière de nutrition et promouvoir une alimentation saine. À la faveur des initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements, le PAM dotera les mères de compétences pratiques qui leur permettront de diversifier le régime alimentaire du ménage, d'adopter des pratiques optimales d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et de cultiver des jardins potagers afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition du ménage.
48. En complément de ces efforts, le PAM apportera un soutien au Ministère de la santé et de l'assainissement et au Bureau sierra-léonais de normalisation, moyennant une assistance technique et un appui aux politiques, visant à renforcer la production et la consommation locales d'aliments complémentaires et enrichis spécialisés, sans danger pour la santé et nutritifs, entre autres en mettant au point les politiques, normes, spécifications, plateformes techniques et infrastructures qui seront jugées utiles à cet égard. De plus, les initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements inciteront les producteurs, les détaillants et les consommateurs à promouvoir des régimes alimentaires sains et à garantir un meilleur accès aux aliments nutritifs.

#### **Harmonisation avec les priorités nationales**

49. Afin d'assurer l'harmonisation avec les priorités nationales, les activités de l'effet direct 2 du PSP s'appuieront sur les mécanismes de coordination établis aux niveaux national et infranational, tels que le secrétariat national chargé de l'alimentation scolaire, le réseau d'entreprises du Mouvement pour le renforcement de la nutrition et l'instance interinstitutions pour la protection sociale. Les activités entreprises au titre de l'effet direct 2 contribueront également au pilier 2 du Plan-cadre de coopération (capital humain, services essentiels et emploi).

***Effet direct 3 du plan stratégique de pays: Les populations des zones ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, bénéficient de moyens d'existence plus résilients et améliorés grâce à une gestion plus efficace des ressources naturelles, à un perfectionnement des compétences et à un meilleur accès au financement et aux marchés, ce qui contribue au développement des filières locales d'ici à 2030***

50. Soucieux de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des petits exploitants agricoles, le PAM développera les interventions déjà menées en faveur des moyens d'existence afin de créer et de remettre en état des actifs communautaires, de préserver les ressources naturelles et l'environnement, de développer les filières et d'améliorer l'accès aux marchés et la gestion après récolte. Dans le cadre de l'activité 4, le PAM proposera des transferts assortis de conditions pour la création d'actifs et le développement des compétences, en donnant la priorité aux populations rurales vulnérables dans les zones difficiles d'accès d'au moins sept districts touchés par l'insécurité alimentaire<sup>43</sup> et en portant une attention particulière aux agriculteurs des zones marécageuses intérieures et aux communautés vivant à proximité des forêts où l'utilisation non durable des terres et la déforestation font peser des risques sur l'environnement.
51. Afin de renforcer les marchés alimentaires locaux, les petits exploitants agricoles et les autres acteurs des filières se verront dispenser une formation à la gestion commerciale et financière et seront rattachés à des coopératives par l'intermédiaire du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale, ce qui améliorera leur accès au marché. En partenariat étroit avec le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, l'institut de recherche agricole de la Sierra Leone et la FAO, le PAM soutiendra également les petits exploitants en les formant aux méthodes d'adaptation et aux techniques de gestion après récolte. Ces initiatives, qui amélioreront l'accès à des cultures diversifiées et riches en nutriments et stimuleront la demande dans ce domaine, compléteront les investissements consentis par les partenaires de développement dans les filières alimentaires locales.
52. Afin d'accroître la disponibilité d'aliments enrichis et d'aliments nutritifs spécialisés à un prix abordable et de prévenir ainsi la malnutrition aiguë modérée, le PAM renforcera son appui à la production locale et à la commercialisation de *Nyam Nyam Pap*. En partenariat avec des organismes spécialisés tels que l'Agence allemande de coopération internationale, le PAM continuera de soutenir les groupements de transformateurs dirigés par des femmes en les formant à la sécurité sanitaire des aliments, au contrôle de la qualité et à la gestion d'entreprise tout en facilitant l'accès au matériel et aux ressources financières permettant à ces groupements de développer leurs activités.
53. Conscient des obstacles auxquels les femmes se heurtent dans les filières alimentaires locales, notamment leurs connaissances limitées et leur accès restreint à la technologie et au financement, le PAM encouragera activement leur participation et leur prise de responsabilités dans les organisations paysannes, dans la transformation des aliments et dans la commercialisation et leur donnera la priorité; il adoptera également des stratégies visant à réduire leur charge de travail, par exemple en promouvant l'accès aux technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre. Le PAM fera également appel à un vaste réseau de jeunes entrepreneurs locaux afin de promouvoir la participation des jeunes et d'adapter les interventions à leurs besoins, notamment en les aidant à acquérir des connaissances financières et numériques.

---

<sup>43</sup> Parmi ces districts figurent notamment les suivants: Kenema, Pujehun, Bonthe, Karene, Kambia et Falaba.



### **Harmonisation avec les priorités nationales**

54. L'effet direct 3 du PSP est étroitement lié à la stratégie phare du Gouvernement, Feed Salone, qui vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en faisant progresser l'agriculture durable et en consolidant les systèmes alimentaires locaux. Il contribue également au Plan-cadre de coopération.

## **5. Hiérarchisation des priorités et pérennisation**

### **Hiérarchisation des priorités**

55. L'élaboration d'une stratégie de partenariat et de mobilisation de ressources par le bureau de pays permettra au PAM d'entamer la mise en œuvre du PSP fort d'une base de partenariat solide et diversifiée grâce à laquelle il pourra obtenir des résultats dans tous les domaines d'intervention des programmes. S'il est essentiel de poursuivre la mobilisation des ressources, les engagements financiers déjà obtenus constituent une base solide pour faire progresser les objectifs programmatiques relevant de l'ensemble des effets directs tout au long de la mise en œuvre du PSP.
56. Si le financement prévu ne se matérialise pas, le PAM donnera la priorité aux programmes intégrés, l'objectif étant de maximiser les effets des ressources disponibles. L'accent sera mis sur le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale qui, en renforçant les marchés agricoles locaux, en faisant progresser les résultats en matière d'éducation et en améliorant la nutrition des enfants, présente des avantages transversaux. En outre, le PAM hiérarchisera les interventions en ciblant les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire et les plus mal desservies ainsi qu'en tirant parti des partenariats ouvrant la voie à des investissements complémentaires. Les efforts se concentreront aussi sur le renforcement de la capacité du Gouvernement et des partenaires locaux à transférer progressivement la responsabilité des principaux programmes tout en veillant à la pérennité de l'action menée dans le cadre des contraintes financières existantes.

### **Stratégies de pérennisation et de transition**

57. L'approche communautaire adoptée par le PAM vise à renforcer les capacités locales et à réduire la dépendance à l'égard de l'aide extérieure. Si la stratégie Feed Salone offre un cadre favorable au développement des systèmes alimentaires, sa réussite repose sur les investissements réguliers du Gouvernement et sur la prise en main des activités par les instances nationales. L'insuffisance des investissements nationaux affaiblirait l'environnement porteur, limitant à la fois la portée et les effets à long terme des interventions axées sur les systèmes alimentaires qui sont soutenues dans le cadre du PSP. Soucieux d'atténuer ces risques, le PAM s'investira dans des partenariats stratégiques et des initiatives de sensibilisation, recensera les possibilités de participation du secteur privé et tirera parti des initiatives régionales visant à nourrir l'élan en faveur de la résilience des systèmes alimentaires.
58. Le co-investissement du Gouvernement dans les programmes du PAM renforce la prise en main par les instances nationales et garantit une viabilité à long terme en intégrant des initiatives essentielles, telles que le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale et les activités de renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles, dans les systèmes et programmes nationaux afin d'assurer la continuité et d'inciter les donateurs à réaliser de nouveaux investissements.

59. La priorité accordée par le Gouvernement à l'alimentation scolaire utilisant la production locale dans le cadre du plan national de développement à moyen terme et de la stratégie Feed Salone jette des bases à partir desquelles mobiliser des ressources, améliorer la coordination et intégrer les petits exploitants dans des marchés structurés. Le PAM soutiendra la transition pérenne vers un modèle dirigé par le Gouvernement, mais des retards dans les investissements nationaux pourraient ralentir cette transition, restreindre la couverture du programme de repas scolaires et limiter les incitations à la participation des agriculteurs.
60. Pour favoriser la transition progressive vers une prise en main à long terme des systèmes par les instances nationales, le PAM soutiendra les efforts visant à renforcer la planification et la prestation de services en donnant la priorité à l'élaboration des politiques, au renforcement des capacités institutionnelles, aux systèmes de données et à la coordination décentralisée. Les structures nationales et infranationales seront consolidées grâce à l'assistance technique, à la formation et à l'amélioration des systèmes. Ainsi pourra être mis conjointement sur pied un programme de repas scolaires durable pleinement conforme à la vision d'avenir et aux ambitions qui sont celles du Gouvernement.

## ANNEXE I

## APERÇU DE LA LIGNE DE VISÉE DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LA SIERRA LEONE (2026-2030)

Objectif	Élimination de la faim	Élimination de la faim	Élimination de la faim
Cible	Accès à l'alimentation	Élimination de la malnutrition	Viabilité des systèmes alimentaires
Domaine d'action privilégié	INTERVENTION FACE À UNE CRISE	RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE	RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE
<b>Effet direct du PSP</b>	<b>Effet direct 1 du PSP:</b> Les populations touchées par une crise sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels avant, pendant et après les chocs.	<b>Effet direct 2 du PSP:</b> Les élèves des écoles maternelles et primaires et les groupes vulnérables exposés au risque de malnutrition dans les districts ciblés ont un meilleur accès tout au long de l'année à des aliments produits localement, ne présentant pas de danger pour la santé, diversifiés et riches en nutriments, ce qui favorise l'apport d'une alimentation saine et le renforcement du capital humain d'ici à 2030.	<b>Effet direct 3 du PSP:</b> Les populations des zones ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, bénéficient de moyens d'existence plus résilients et améliorés grâce à une gestion plus efficace des ressources naturelles, à un perfectionnement des compétences et à un meilleur accès au financement et aux marchés, ce qui contribue au développement des filières locales d'ici à 2030.
<b>Activité</b>	<b>Activité 1:</b> Mettre en place un ensemble de mesures d'assistance alimentaire et nutritionnelle destinées aux personnes touchées par une crise et renforcer les capacités nationales en matière de production de données factuelles, de préparation aux situations d'urgence et d'intervention rapide, et appuyer l'assistance assurée par les pouvoirs publics en cas de choc.	<b>Activité 2:</b> Fournir des repas scolaires nutritifs aux élèves des écoles maternelles et primaires, et prêter une assistance technique et renforcer les capacités afin de développer le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale.	<b>Activité 4:</b> Mettre en place un ensemble d'interventions propres au contexte visant à améliorer la résilience des petits exploitants agricoles et des acteurs des filières vulnérables face aux chocs climatiques et économiques, à soutenir les capacités locales et à favoriser les partenariats afin d'accroître durablement l'accès à des aliments riches en nutriments.
		<b>Activité 3:</b> Fournir un appui systématique à la prévention de la malnutrition, notamment en promouvant l'administration d'aliments complémentaires aux enfants âgés de 6 à 23 mois et en diffusant des messages sur la nutrition auprès des adolescentes et des mères allaitantes, tout en aidant les acteurs nationaux à améliorer la disponibilité et l'accessibilité économique des aliments enrichis localement, notamment grâce aux systèmes et aux programmes nationaux.	

## ANNEXE II

### Suivi, évaluation, données factuelles et gestion des risques

#### Modalités de suivi, d'évaluation et de production de données factuelles

1. Conformément à la circulaire de la Directrice exécutive de juillet 2024<sup>1</sup> sur les prescriptions minimales en matière de suivi et les mécanismes communautaires de remontée de l'information, le bureau de pays continuera, dans le cadre du PSP pour 2026-2030, d'investir suffisamment de ressources dans les dispositifs de suivi et d'évaluation et dans les mécanismes communautaires de remontée de l'information. Les investissements consacrés au suivi et à l'évaluation viseront à renforcer l'analyse de la situation en matière de pauvreté, de sécurité alimentaire et de nutrition, à affiner le ciblage et la mise en œuvre et à aider le Gouvernement à améliorer la prestation de services et la gouvernance des programmes. Le PAM mettra en place une enquête annuelle sur le système de suivi de la sécurité alimentaire, mènera une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et assurera un suivi régulier du marché ainsi qu'un suivi spécial de l'exécution des programmes, le tout dans le respect des priorités nationales, du Plan-cadre de coopération pour 2025-2030 et du Cadre de résultats institutionnels du PAM.
2. Afin d'améliorer l'efficacité, le PAM fera davantage appel à des partenaires coopérants pour suivre les processus et il a renforcé ses effectifs dans sept sites extérieurs en vue d'assurer un suivi et un contrôle plus réguliers aux côtés d'homologues des districts. En collaboration avec la FAO, le PAM aidera le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire à renforcer sa capacité institutionnelle à produire et à utiliser des données sur la sécurité alimentaire qui seront mises au service d'une prise de décisions éclairée, de l'élaboration des politiques et de l'exécution de la stratégie Feed Salone.
3. Le PAM aidera le Ministère de la santé et de l'assainissement à mener une enquête nationale sur la nutrition qui lui permettra de recenser les principaux facteurs de malnutrition. Il collaborera également avec des partenaires par l'intermédiaire du réseau d'acteurs de la nutrition afin de produire des données factuelles sur les régimes alimentaires sains visant à s'assurer que les interventions sont conformes aux priorités nationales en matière de nutrition et aux meilleures pratiques mondiales.
4. Un mécanisme communautaire complet de remontée de l'information, assorti d'un service d'assistance spécial, permettra de suivre les dossiers, de traiter les plaintes liées à l'exécution des programmes et de donner la parole aux communautés souhaitant exprimer leurs préoccupations.
5. Le PAM se livrera à des examens, à des analyses qualitatives et à des travaux de recherche visant à éclairer l'apprentissage et la mobilisation des ressources. Une évaluation décentralisée du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale sera menée en 2027 et 2028; un examen à mi-parcours du PSP sera réalisé en 2028 et une évaluation centralisée du PSP en 2029.

#### Mesures de gestion et d'atténuation des risques

6. Le PAM aura besoin d'un financement pluriannuel pour concrétiser l'orientation stratégique du PSP et mettre davantage l'accent sur des activités de développement évolutives, notamment en ce qui concerne le capital humain, l'appui aux systèmes et programmes nationaux, l'adaptation des moyens d'existence, le renforcement des politiques et le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles au niveau des homologues gouvernementaux.

---

<sup>1</sup> PAM. 2024. Circulaire de la Directrice exécutive OED2024/006. [Minimum monitoring requirements \(MMRs\) and community feedback mechanism \(CFM\) standards in WFP country offices.](#)

7. Le bureau de pays améliorera en permanence la qualité des programmes en appliquant des mesures d'assurance visant à veiller à ce que l'aide parvienne aux bénéficiaires auxquels elle est destinée tout en obtenant des résultats concrets au niveau des effets directs. Le PAM entend mener une évaluation mondiale des assurances à donner avant le lancement de la mise en œuvre du PSP afin de veiller à ce que les normes fondamentales relatives au ciblage, à l'évaluation et au contrôle du transport sur le dernier kilomètre et de la gestion des entrepôts soient respectées.
8. Grâce à l'évaluation et au suivi réguliers des marchés, des chaînes d'approvisionnement et de la sécurité alimentaire, le PAM conservera la souplesse nécessaire pour adapter ses activités et atténuer ainsi les risques financiers liés à l'inflation, à l'instabilité des prix des produits de base et aux chocs économiques. Compte tenu du faible développement de l'infrastructure bancaire en Sierra Leone, en particulier dans les zones rurales, et des fluctuations de la monnaie locale, le PAM a étendu l'utilisation de l'argent mobile et fixé la valeur de ses transferts par rapport au dollar des États-Unis afin de protéger le pouvoir d'achat des bénéficiaires contre la dévalorisation de la monnaie.

### **Garanties sociales et environnementales**

9. Comme les besoins en matière de sécurité alimentaire dépassent encore de loin les ressources disponibles, en particulier dans les zones difficiles d'accès, le risque de tensions sociales, si le ciblage est perçu comme injuste, est non négligeable. Pour atténuer ce risque, le PAM applique une méthode de ciblage communautaire qui garantit la transparence, renforce l'appropriation par la communauté et consolide la cohésion sociale.
10. Le PAM réduira au minimum l'impact environnemental de ses opérations en continuant de mettre en œuvre les recommandations résultant du déploiement, en octobre 2022, d'un système de gestion environnementale dans le bureau de pays et en veillant à ce que toutes les données environnementales soient saisies dans la plateforme Archibus. Le PAM s'efforcera de réduire son empreinte environnementale pendant toute la durée du PSP.
11. Les programmes en faveur de la résilience sont conçus pour protéger et restaurer les écosystèmes et les ressources naturelles afin d'améliorer la productivité et de promouvoir des moyens d'existence durables en mettant l'accent sur l'agriculture et l'agroforesterie durables. Le PAM, notamment grâce à sa collaboration avec ses systèmes de suivi de l'impact des actifs, surveillera l'évolution des paysages, appréciera l'état de la déforestation et utilisera l'imagerie satellitaire à des fins de sensibilisation et de planification des programmes.
12. Au niveau opérationnel, la priorité donnée aux transferts de type monétaire et l'extension des solutions de transfert d'argent par téléphonie mobile réduiront considérablement la consommation de combustibles fossiles liée au transport tout en ayant un effet multiplicateur sur les économies rurales locales.
13. L'analyse des risques demeurera partie intégrante de l'exercice par le PAM du devoir de vigilance et s'appliquera à l'ensemble des accords de partenariat sur le terrain, des mémorandums d'accord conclus avec des entités et partenaires gouvernementaux et des contrats de service.

## ANNEXE III

**Budget du portefeuille de pays établi compte tenu des besoins et ventilation des coûts par effet direct du plan stratégique de pays (*en dollars*)**

TABLEAU 1: BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS ÉTABLI COMPTE TENU DES BESOINS ( <i>en dollars</i> )							
Effet direct du PSP	Activité	2026	2027	2028	2029	2030	Total
1	1	2 783 313	2 550 311	2 254 459	2 418 497	2 299 293	<b>12 305 873</b>
2	2	17 863 827	18 577 175	18 684 568	20 074 966	21 368 861	<b>96 569 398</b>
	3	1 241 198	1 077 254	1 108 744	1 145 691	1 138 524	<b>5 711 412</b>
3	4	9 771 064	7 178 062	6 810 847	5 267 053	5 116 974	<b>34 144 001</b>
<b>Total</b>		<b>31 659 403</b>	<b>29 382 802</b>	<b>28 858 618</b>	<b>28 906 208</b>	<b>29 923 652</b>	<b>148 730 683</b>

TABLEAU 2: VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ( <i>en dollars</i> )				
	Effet direct stratégique 1 du PAM	Effet direct stratégique 2 du PAM	Effet direct stratégique 3 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	9 298 197	76 677 179	23 729 608	<b>109 704 984</b>
Mise en œuvre	921 586	8 322 496	4 601 649	<b>13 845 731</b>
Coûts d'appui directs	1 335 027	11 038 643	3 728 837	<b>16 102 508</b>
<b>Total partiel</b>	<b>11 554 810</b>	<b>96 038 319</b>	<b>32 060 094</b>	<b>139 653 224</b>
Coûts d'appui indirects	751 063	6 242 491	2 083 906	<b>9 077 460</b>
<b>Total</b>	<b>12 305 873</b>	<b>102 280 810</b>	<b>34 144 001</b>	<b>148 730 683</b>

**ANNEXE IV**

<b>TABLEAU 3: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ANNÉE</b>						
	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>	<b>2030</b>	<b>Total</b>
Total (hors chevauchements)	338 929	367 712	390 645	406 196	420 089	457 959*

\* Le bureau de pays estime que 380 000 personnes supplémentaires bénéficieront indirectement des interventions du PAM, notamment les membres des ménages des petits exploitants agricoles qui sont formés à la gestion après récolte ou à la gestion d'entreprise et vendent leurs produits aux écoles locales par l'intermédiaire de coopératives de production et de négociants ruraux.

## ANNEXE V

**RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour),  
PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct 1 du PSP		Effet direct 2 du PSP			Effet direct 3 du PSP	
	Activité 1		Activité 2		Activité 3	Activité 4	
Type de bénéficiaires	Distribution générale de vivres (interventions d'urgence)	Prévention de la malnutrition aiguë - complément à la distribution générale de vivres	Repas scolaires pour les élèves des écoles maternelles et primaires		Enfants de 6 à 23 mois	Espèces/assistance alimentaire pour la création d'actifs	
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires
Céréales	400		120				400
Légumes secs	60		30				60
Huile	25		10				25
Sel	5		2				5
Sucre							
Super Cereal							
Super Cereal Plus							
Micronutriments en poudre							
Total kcal/jour	2 100		1 501				1 996
% de kcal d'origine protéique	12		18,5				16,0
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)		0,58		0,06	0,22	0,43	0,58
Nombre de jours d'alimentation par an	90	90	170	150	30	90	60



### Liens vers les ressources techniques et connexes

De plus amples renseignements relatifs aux opérations et aux budgets peuvent être consultés sur le [portail de données sur les PSP](#)<sup>1</sup>.

Des informations détaillées concernant notamment les éléments ci-après y seront communiquées pour toute la durée du PSP et mises à jour chaque année:

- a) les modalités de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;
- b) une vue d'ensemble des bénéficiaires, ventilés par groupe d'âge, par sexe et par statut de résidence, ainsi que des données sur les bénéficiaires ventilées par groupe de bénéficiaires, par sexe et par modalité de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;
- c) les distributions de rations alimentaires et les transferts prévus dans le cadre de chaque effet direct du PSP et de chaque activité;
- d) la ventilation des transferts par modalité;
- e) des informations quantitatives pour chaque effet direct du PSP et chaque activité, avec indication de la valeur en dollars É.-U. ainsi que du volume en tonnes le cas échéant;
- f) un plan de hiérarchisation des priorités: ajustements apportés aux plans d'exécution en fonction des perspectives de financement.

---

<sup>1</sup> Conformément à la [politique en matière de plans stratégiques de pays](#) (2016).

## Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance